

THEMA

REGARDS

ANA CORREIA DA VEIGA

« Je brise un tabou »

María Elorza Saralegui

Les députés Marc Baum et David Wagner de Déi Lénk passent le bâton : le 15 octobre, Ana Correia da Veiga et Gary Diderich feront leur entrée à la Chambre des députés. En amont de la relève, le woxx s'est entretenu avec Ana Correia da Veiga, politique, éducatrice et première femme noire au parlement.

woxx : *Depuis 2024, vous êtes embauchée à la sensibilité politique et travaillez comme attachée parlementaire. Comment vous êtes-vous préparée pour l'entrée à la Chambre comme députée ?*

Ana Correia da Veiga : Cela fait maintenant deux ans que je me consacre exclusivement à la politique et j'ai profité de cette période pour me préparer. Il faut bien en prendre conscience : il s'agit d'un privilège dont je n'aurais pas pu bénéficier sans le principe de rotation. D'autres partis peuvent peut-être se permettre d'engager plusieurs candidats comme attachés parlementaires, mais, pour nous, la question financière se pose encore. En tant qu'attachée, j'ai pu observer et apprendre le fonctionnement de la Chambre, des commissions, des procédures à suivre pour les textes de loi... J'ai rédigé des discours et participé à la préparation des débats, et tout cela m'a beaucoup plu car c'était quelque chose de tout à fait nouveau pour moi – rien à voir avec mon travail d'éducatrice spécialisée. Au bout d'un an, je savais que je voulais accepter ce mandat.

Peu de politicien·nes refuseraient.

Certes, mais je suis très honnête avec moi-même sur ce genre de choses. Lors des élections européennes, par exemple, j'avais finalement décidé de ne pas me présenter en tête de liste. J'ai préféré que l'attention porte sur tous les candidats de Déi Lénk et que nous nous partagions le travail. Cela ne me pose aucun problème de refuser si je ne me sens pas prête. C'est pourquoi je pense également qu'en tant que groupe parlementaire, nous ne pourrions pas prendre position sur chaque débat à la Chambre. Il faut savoir faire le tri parmi les sujets pertinents. Après tout, nous ne sommes que deux.

Sur quels dossiers comptez-vous vous centrer ?

Pendant mon travail d'attachée, je me suis familiarisée avec trois dossiers principaux : l'égalité des chances et la famille, la santé et l'éducation, des sujets sur lesquels je continuerai à travailler en tant que députée. J'espère par exemple faire avancer le nombre de structures d'accueil et de logement pour les demandeurs et les bénéficiaires de protection internationale. Nous estimons que la responsabilité incombe aux communes et voulons que chaque commune crée des logements sociaux, non seulement pour les réfugiés, mais pour tous ceux qui en ont besoin. Je m'appuie ici également sur mon expérience d'assistante sociale. Beaucoup de mes collègues expliquent être touchés par la pénurie des logements. Des personnes viennent nous voir pour obtenir un logement, alors qu'il n'y en a aucun disponible. C'est pervers. Les assistantes n'ont pas les moyens de faire leur travail.

Quelles mesures aimeriez-vous proposer ?

Un plafonnement des loyers est primordial. Les loyers élevés sont l'une des raisons pour lesquelles les personnes ne parviennent pas à sortir des structures d'accueil pour réfugiés.

C'est donc l'une de nos principales revendications. Nous réclamons également de remettre sur le marché les logements vacants. C'est un scandale qu'autant de logements restent inoccupés. À Berlin, par exemple, une majorité a voté en faveur de la socialisation des grandes sociétés immobilières. Les grands propriétaires fonciers doivent comprendre que la propriété responsabilise. La manière dont l'État traite les plus vulnérables et leur rend la vie encore plus difficile est scandaleuse. Nous voulons une autre politique.

« Je n'ai pas l'intention de gravir les échelons de la classe sociale et de laisser d'autres femmes souffrir sous les mêmes structures. »

Vous êtes la première députée d'origine cap-verdienne à la Chambre. Quelle a été votre expérience en tant que femme politique noire au Luxembourg ?

Quelle que soit la fonction que j'occupe, en tant que personne de couleur et femme noire, l'intersectionnalité est toujours présente. Plus on présente des caractéristiques marginalisantes, plus on est victime de discriminations. Dans un milieu professionnel, on a d'autant plus le sentiment de devoir prouver sa place. On nous observe davantage. Je suis toutefois immensément privilégiée, je tiens à le préciser : je suis née ici, j'ai fait mes études ici, je maîtrise les langues du pays et je me sens donc à l'aise au sein de différentes communautés. Je connais les codes. C'est un privilège dont je tire évidemment parti. Mais j'ai bien sûr été victime de discrimination, y compris au sein de mon parti. Il m'arrive de devoir répéter certaines choses trois ou quatre fois avant d'être écoutée ou avant qu'une proposition soit acceptée. Les personnes prêtent plus d'attention à un Marc Baum ou à un David Wagner.

Relève de député·es

L'idée d'une relève de député·es provient des temps où Déi Lénk présentait encore une liste électorale en commun avec le parti communiste KPL. En passant le bâton à l'autre parti, à la mi-mandat, les deux groupes politiques se garantissaient au moins un siège chacun. Alors que cela fait des années que les deux partis se présentent séparément, le principe de rotation, lui, persiste. Désormais Déi Lénk revendique la relève comme une opportunité pour les membres plus jeunes de gagner de l'expérience. À partir du 15 octobre, Ana Correia da Veiga et Gary Diderich remplaceront les députés David Wagner et Marc Baum, qui resteront cependant présents dans les coulisses en tant qu'attachés parlementaires.

Elle ouvre la marche : la future députée Ana Correia da Veiga lors d'une manifestation féministe en mars 2026.



PHOTO : DÉI LÉNĀK/STÉVE GINÉPRI

Avez-vous constaté une évolution au cours des dernières années ?

Personnellement, oui, je ne suis plus une novice. Depuis les élections de 2017, j'ai davantage confiance en moi. Désormais, je maîtrise aussi les termes et les codes appropriés pour me faire entendre au sein du parti.

Et quant au racisme et au sexisme présents dans la politique ?

Pas vraiment. Après le mouvement Black Lives Matter, diverses associations comme Lëtzt Rise Up ont vu le jour et ont, pour la première fois, mis sur la table des sujets tels que le racisme ou la misogynie au Luxembourg. Elles n'existaient pas il y a dix ans. Cela m'a beaucoup aidée, notamment parce qu'il y avait alors des cercles d'échange, réservés exclusivement aux femmes noires, auxquels j'ai participé et au sein desquels nous avons trouvé du soutien contre le problème structurel. Ces échanges ont été d'une grande aide, notamment pour développer des méthodes permettant de gérer le sexisme et l'érotisation dans le monde du travail et dans la vie privée. Malheureusement, bon nombre de ces groupes ont disparu, sûrement à cause d'un manque de financement.

Comment décririez-vous l'impact que vous avez eu jusqu'à présent ?

Je donne de la visibilité à beaucoup de gens, c'est déjà bien, mais il en faut davantage. En tant que femme noire au parlement, j'aurai bien sûr une grande responsabilité. Je n'ai pas l'intention de gravir les échelons de la classe sociale et de laisser d'autres femmes souffrir sous les mêmes structures. Grâce à ma position, je brise un tabou et je montre aux petites « Anas » que, même si tout n'est pas encore possible pour nous, beaucoup de choses le sont déjà. Et qu'elles ne doivent pas se limiter.

En juillet, les député-es du DP, du CSV et des Pirates ont voté aux

côtés de l'ADR pour un renforcement du « Platzverweis », une mesure qui permet l'expulsion de personnes des espaces publics. Comment évaluez-vous cette alliance avec des populistes de droite ?

C'est très dangereux. Il est effrayant de constater que des responsables politiques du CSV, mais aussi du DP, diffusent des fausses informations, avec des ministres qui affirment, sans en avoir aucune preuve, que les sans-abri feraient partie d'organisations mafieuses ou encore que ces personnes auraient été incitées à venir au Luxembourg. Il s'agit d'une politique qui croit pouvoir mobiliser un électorat avec des arguments d'extrême droite. Ils jouent sur la jalousie et la frustration des personnes luxembourgeoises qui doivent quitter le pays parce qu'elles n'ont pas les moyens de se loger ici et qui culpabilisent les étrangers plutôt que le marché du logement. Or, on constate bien que ce genre de déclarations ne fonctionne pas et ne fait que renforcer les partis d'extrême droite comme l'AFD en Allemagne, car cela revient à leur donner raison et à normaliser leurs propos. Ils ne font ainsi que renforcer l'original.

« La manière dont l'État traite les plus vulnérables et leur rend la vie encore plus difficile est scandaleuse. Nous voulons une autre politique. »

Il y a quelques semaines, des jeunes membres de quatre partis politiques ont créé une « Plateforme pour la démocratie », dont l'ADRenalin ne fait pas partie, mais les jeunes de Déi Lénk non plus. Pourquoi ?

Pour nous, la démocratie n'est pas qu'un sujet de discussion au sein d'une

plateforme, mais elle constitue le fondement de notre travail. Cela inclut une analyse portant sur le système politique actuel, notamment le droit au vote ou un système social qui ne laisse pas les gens dans le besoin. Pour nous, la plateforme n'allait pas suffisamment questionner ces aspects. Au cours du débat sur les retraites, par exemple, le gouvernement a lancé la campagne « Schwätz mat » pour inclure l'opinion des citoyens. Or, plusieurs positions ont été exprimées que le gouvernement ne partageait pas et elles ont alors tout simplement été ignorées. Ce n'est pas un véritable processus participatif ni démocratique.

Selon un bilan de votre parti, au cours de la première moitié de la législature, les députés Marc Baum et David Wagner ont réussi à faire basculer les autres partis d'opposition vers la gauche. Dans quelle mesure ?

Nous avons fait évoluer les positions des autres partis sur certains sujets, par exemple concernant le conflit israélo-palestinien – les verts étaient réticents au départ, mais ils se rapprochent désormais de nous – ou encore sur la question des retraites, où nous avons été le premier parti à prendre une position claire. Puis, dans les débats, on a remarqué que des partis comme le LSAP adoptent peu à peu un vocabulaire plus proche du nôtre.

À Berlin, le parti de gauche Die Linke a remporté l'élection régionale avec plus de 25 % des voix. Il est devenu la première force politique. On observe des succès similaires dans d'autres villes, notamment à New York. Quelles leçons en tirez-vous au sein de Déi Lénk ?

Deux leçons principales : premièrement – et nous y travaillons actuellement –, il est important de transposer dans la pratique et au sein du parti les théories politiques sur lesquelles nous nous appuyons, comme le fonctionnement d'une hiérarchie horizontale.

C'est aussi ce qui nous distingue des autres partis. Deuxièmement, je pense que nous devons, à certains moments, mieux mettre en avant des personnalités et des membres individuels. Jean-Luc Mélenchon, Zohran Mamdani, Elif Eralp : ce sont tous des porte-paroles importants de leur parti, des individus qui incarnent ce « nous ». Sans nos membres, nous ne sommes rien dans les milieux de gauche. Nous devons les valoriser et les mobiliser.

« Prenons l'exemple des transports publics gratuits. L'initiateur de cette mesure était David Wagner. Il faut parfois se remémorer de tels succès. »

En 2020, vous avez intégré le conseil municipal de la ville de Luxembourg. Dans une interview accordée à RTL, vous avez expliqué que le travail au sein de la commune avait parfois été frustrant, car on tarde à y implémenter des progrès. Vous attendez-vous à sentir de la frustration dans la Chambre ?

Oui, bien sûr. Il faut que j'y trouve un équilibre. Je pense que ce qui m'aidera, c'est de valoriser notre travail et de mieux communiquer nos succès. On ne peut plus imaginer la politique du Luxembourg sans Déi Lénk. Prenons l'exemple des transports publics gratuits. L'initiateur de cette mesure était David Wagner, qui a amené d'autres responsables politiques à changer de perspective. Il faut parfois se remémorer de tels succès. Nous oublions souvent de les faire connaître. Lorsque lors des prochaines élections on nous posera la question : « Pourquoi devrais-je voter pour vous ? », il faut que nous ayons immédiatement une réponse. Cette réponse nous l'avons déjà.